

POLYPHONIE CORSE POUR ARCHÉOLOGUES ET CONSERVATRICE-RESTAURATRICE À ALÉRIA LAMAGHJONE (HAUTE-CORSE)

MARINA BIRON, LAURENT VIDAL

Résumé Lors de la fouille préventive partielle d'une nécropole d'époque romaine sur le site d'Aléria Lamaghjone, la découverte d'une tombe à couloir et à chambre d'époque étrusque a suscité une mesure de prescription complémentaire assez inédite : intégrer une conservatrice – restauratrice à l'équipe. Ce projet s'est concrétisé par la venue d'une spécialiste en préservation sur site, aux côtés des archéologues, tout au long de la fouille de cette tombe, soit durant quatre semaines. La préparation du PSTI (programme scientifique et technique d'intervention) complémentaire, élaboré par Hervé Petitot, directeur adjoint scientifique et technique à l'INRAP et Laurent Vidal, responsable d'opération, avait permis de réfléchir en amont à la manière d'articuler son intervention avec celle de l'équipe, déjà à l'œuvre depuis sept mois. Dans le but de concilier deux approches spécifiques dès le terrain, elle a été missionnée pour assister les archéologues et accompagner les objets durant leur exhumation, leur transport et leur prise en charge, d'abord sur le terrain puis en laboratoire, dans le cadre de cette découverte exceptionnelle.

Mots-clés conservation, mise à l'étude, fouille préventive, Aléria Lamaghjone, tombe à chambre d'époque étrusque, céramique étrusque peinte.

La fouille d'Aléria Lamaghjone est une illustration typique d'une nécropole avec des dépôts, ce qui est souvent le cas pour l'âge du Fer et l'Antiquité. Les compétences investies sur le terrain, par l'emploi d'un personnel spécialisé en préservation, ont eu pour résultat la garantie d'une conservation pérenne permettant l'étude des mobiliers exhumés. L'organisation pensée en amont et le temps qui peut sembler « gaspillé » sur le terrain ont eu, sans conteste, des répercussions positives indéniables sur toute la chaîne opératoire.

Organisation et équipement

L'une des difficultés de l'organisation de la phase de fouille complémentaire à Aléria était que, jusqu'à cinq semaines de la fin, la forme et l'importance de la chambre sont restées masquées par la grande fosse d'une tombe à cercueil cloué d'époque romaine.

Dans le déroulement de l'opération, et après une phase de fouille de sept mois, la venue de la conservatrice-restauratrice devait être déclenchée entre la date considérée dans la convention complémentaire pour la fin du chantier et la date « mobile » de la mise au jour des premiers éléments de la tombe d'époque étrusque nécessitant sa présence (objet ou peinture murale, s'il y en avait).



Figure 1 Vue de la tombe depuis le *dromos*.
© P. Druelle.

Intégrer cette spécialité dès la phase terrain était un atout indiscutable, et le choix de la date de son arrivée, un nouveau paramètre à prendre en compte : il fallait que sa période d'intervention arrive à point nommé pour être optimale. Son insertion dans l'équipe de fouille a été planifiée au cours des réunions de chantier précédant sa venue et tout au long de la fouille (**fig. 1**).

Son rôle et sa responsabilité ont été clairement définis aux yeux de tous les membres de l'équipe, aussi bien pour la fouille de la sépulture d'époque étrusque que pour celle des 143 autres tombes plus récentes encore à étudier. Sa présence a également permis d'initier et d'accompagner les membres de l'équipe aux gestes qui assurent, après la phase terrain, un avenir au mobilier d'accompagnement des défunts (**fig. 2**). L'archéologue, par la fouille, est, en effet, le premier protagoniste qui dégage, prélève, conditionne pour garantir la bonne transmission du mobilier exhumé. De ses choix, dépend tout ce qui suivra et le laboratoire de conservation, en bout de course, ne pourra pas faire de « retour sur image ».



Figure 2 Collaboration entre archéologue et conservatrice-restauratrice sur le terrain. © P. Druelle.

Sachant que les tombes d'époque étrusque à Aléria (Jehasse, Jehasse, 1973; Jehasse, Jehasse, 2001) livrent généralement entre dix et plus de cent objets, la première semaine a été mise à profit pour organiser l'espace de travail dédié à la conservation.

L'aménagement d'un « laboratoire » de campagne, dans un bungalow au plus près des équipes et du terrain, a permis de mettre en œuvre, sur site, des actions préventives individuelles et collaboratives (expertise sanitaire, dégagements, consolidations primaires, prélèvements délicats sur le terrain, photos et reconditionnement...) (fig. 3) et curatives (pré nettoyages, premiers soins d'assainissement, remontages provisoires d'objets morcelés...) un pas donc vers la mise en état pour étude¹.



Figure 3 Premiers nettoyages dans le bungalow-laboratoire. © P. Druelle.

Il nous faut préciser ici que certaines actions relevant du « *care* » ou « *caring* » qui se traduirait par le « prendre soin » gomme la frontière entre la conservation préventive et la conservation curative. En effet, la consolidation primaire réalisée sur le terrain est, à nos yeux, un acte de prévention visant à maintenir son état physique et oblige à entreprendre des gestes mutant le curatif en préventif. L'on s'éloigne de fait des définitions plutôt consacrées habituellement à l'étape suivante en laboratoire.

En prévision de la fouille de la chambre de la tombe d'époque étrusque, les protocoles d'exhumation (du sujet et des objets), de consolidation, d'enregistrement, de prélèvement et de conditionnement adoptés ont été d'abord testés pendant la poursuite de la fouille et de l'étude des dernières tombes d'époque romaine.

Seuls les artefacts issus de ces tombes ont fait l'objet de premiers soins dans le bungalow-laboratoire. Il s'agissait de se familiariser avec le travail de l'équipe qui allait opérer en espace contraint (archéologue, anthropologue, photographe, vidéaste, conservatrice), dans la perspective de privilégier toujours la perte minimum d'informations (notamment les possibilités d'analyses), l'intégrité des ossements du sujet et la conservation à long terme des mobiliers.

Cette mise en place d'une synergie des protocoles sur le terrain a bénéficié particulièrement à un type de mobilier fragile : les vases en verre déposés dans les sépultures à inhumation. Dans une grande partie des tombes d'époque romaine, le poids des sédiments les a assez systématiquement brisés en de nombreux fragments.

¹ La cellule conservation INRAP, au Centre archéologique de Bègles (33) a pris la relève.

Les techniques de levée en motte ou par entoilage (**fig. 4**), permettant aux tessons de rester peu ou prou en place près de leur position initiale et en connexion des morceaux mitoyens, ont été adoptées. Ce choix de prélèvement a facilité les nettoyages et les pré-remontages, dans le bungalow-laboratoire dédié, avant que le sédiment n'ait trop séché. L'investissement pris sur le terrain a démontré un temps incontestablement gagné sur la remise en état ultérieure, en laboratoire, avec un coefficient multiplicateur. En effet, l'œil du spécialiste en conservation est le premier outil à disposition pour enregistrer, évaluer et guider ensuite les gestes et actions requises. Chaque objet prélevé est examiné, pré-nettoyé, débarrassé du sédiment qui est une source d'instabilité, pré-consolidé si nécessaire et reconditionné. C'est un moment où sont posés les diagnostics et pronostics utiles pour la suite de traitements à engager en laboratoire.

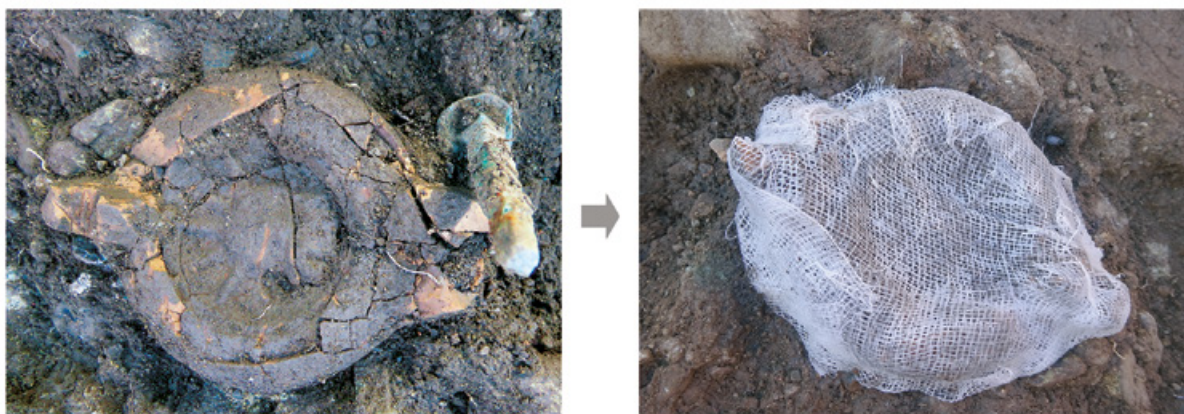


Figure 4 Prélèvement par entoilage d'une lampe à huile brisée en place. © M. Biron.

Compte tenu des moyens fixés à l'avance par une opération d'archéologie préventive, l'enchaînement des études doit correspondre à l'échéancier conventionnel du marché de fouille. Le rapport clôt l'opération par, entre autres, la remise de la sélection des biens archéologiques mobiliers à l'État. Pour finaliser l'inventaire réglementaire préalable au versement, tant pour les vases en verre que pour les céramiques, il faut souvent se résoudre à « dissoudre » les objets en mottes non pris en charge, pour nettoyer les fragments.

Cela permet aussi leur étude, mais avec une perte d'information. En général, les céramologues ou les spécialistes du verre réalisent des remontages plus ou moins partiels pour déterminer la forme des vases (souvent les embouchures et les fonds), ce qui prend toujours du temps sur leur étude propre (**fig. 5**).



Figure 5 Prétraitement d'un verre romain dans le bungalow-laboratoire. © M. Biron.

Pour les objets métalliques complexes ou fragiles, l'avis à distance par téléphone de la conservatrice-restauratrice ne remplace pas la prise en charge sur le terrain, par le retrait raisonné de la gangue de terre encore tendre ou la réalisation d'un conditionnement adapté. Nous entrons par conséquent dans cette fameuse étape de « mise en état pour étude » prescrite par le législateur².

Dans ces conditions, ne faudrait-il pas considérer *de facto* l'exhumation d'un objet comme le début de la mise en état pour étude? Si c'est le cas, la présence d'un personnel qualifié est alors nécessaire dès le terrain, comme le stipule ce récent décret².

Dans la pratique, certains vases en verre ou en céramique, comme certains artefacts en fer, ne feront jamais l'objet d'un traitement pour étude ni même d'une restauration muséale, n'étant pas considérés comme des objets uniques ou de prestige pouvant bénéficier d'une mise de fonds importante.

De façon empirique, la quantité de moyens à engager pour conserver des données sur un objet et assurer sa préservation à long terme paraît suivre une courbe exponentielle, déterminée par la quantité de moyens investis au moment de son exhumation.

Il en est de même pour la longueur du délai de prise en charge avant son traitement pour étude et « stabilisation ».

Il est à noter que ce terme de « stabilisation » n'a pas toujours le même sens selon que l'on se situe côté prescripteur / opérateur ou côté conservateur-restaurateur.

Substitut à la terminologie énoncée dans le Code du patrimoine, par facilité langagière ou simplement galvaudé, le terme de « stabilisation » est fréquemment employé aujourd'hui, par les prescripteurs et les opérateurs. Il gagne parfois même les conservateur-restaurateurs, semant par-là une confusion sémantique. Il désigne dans ce cas la prise en charge globale du

² Art- R. 546-1 du décret du 7 juillet 2021 : le responsable scientifique d'opération doit assurer la sécurité des biens archéologiques mobiliers, leur conservation préventive et leur mise en état pour étude.

meubler exhumé par un personnel qualifié et l'ensemble des traitements réalisés par lui, sur le terrain et en laboratoire, à des fins de conservation et d'étude.

Le terme métier, quant à lui, concerne une étape particulière du traitement d'un objet consistant à éradiquer un processus de dégradation en cours (ex. : déchloration des métaux ferreux) et non un ensemble d'actions de préservation. Il est également souvent confondu avec la consolidation qui, pour le spécialiste, signifie redonner de la résistance mécanique à un matériau par l'application ou l'introduction d'un consolidant.

Pourquoi, alors, ne pas s'en tenir simplement au terme de « conservation » qui regroupe le préventif comme le curatif?

Choix et protocoles

Au sortir de la fouille, les objets ne sont pas en mesure de livrer tout leur potentiel informatif. Seul le passage en laboratoire rend possible l'exploitation scientifique de la matière modifiée. Or, sur le terrain, les décisions doivent être prises avec rapidité en tenant compte des paramètres environnementaux qui impactent promptement les vestiges.

Il s'agit de garder le cap, en somme, en étant à l'écoute des autres intervenants présents, qui ne partagent pas forcément les mêmes priorités, et de trouver des compromis entre l'acquisition scientifique et la préservation patrimoniale.

Ainsi à l'ouverture de la tombe d'Aléria, et alors qu'apparaissait le premier *skyphos*, laissant présager la présence immédiate du second, la décision de consolider les parties fracturées en place et, donc, exposées, s'est imposée aussitôt, par l'application de papier Japon imprégné de consolidant (fig. 6), afin de protéger les surfaces peintes de rehauts blancs et de maintenir les vases brisés en place.



Figure 6 Consolidation *in situ* de deux *skyphoi* d'époque étrusque. © P. Druelle.

Puis, au fur et à mesure que le nombre de vases en céramique dégagés grandissait, l'espace disponible pour se mouvoir s'est réduit. Une mini-chaîne opératoire entre l'intérieur et l'extérieur de la tombe, s'appuyant sur la participation de l'étruscologue Federica Sacchetti, de



Figure 7 Accompagnement collégial du mobilier extrait de la tombe. © P. Druelle.



Figure 8 Des outils adaptés pour respecter les surfaces fragiles de l'amas composite aux pieds de la défunte. © P. Druelle.



Figure 9 La tombe fouillée prête pour la photogrammétrie. © R. Haurillon.

la gestionnaire de mobilier, Coralie Meirone et de la conservatrice-restauratrice, s'est alors mise en place pour optimiser et sécuriser les prélèvements, l'emballage, l'enregistrement et l'évacuation des objets vers le bungalow (fig. 7).

Il n'était bien sûr pas possible de présager de la nature, de la qualité, de l'état sanitaire, du nombre total d'artefacts découverts, ni de leur caractère potentiellement composite. La présence de matériaux instables étroitement mêlés (miroir en alliage cuivreux et manches en os, pyxide en os) exigeait de la réactivité, de la concentration et de l'habileté, comme face à un jeu de mikado d'où l'on extrait les bâtonnets de bois dans un certain ordre sans faire écrouler l'édifice (fig. 8).

Les exigences de la conservation incitaient à un prélèvement rapide, l'ensoleillement et l'air ambiant asséchant les surfaces et affaissant les couleurs. L'étude globale espérée de la tombe et sa restitution 3D via la photogrammétrie freinaient pourtant les gestes de dépose de cet ensemble en même temps qu'elles tiraillaient l'équipe (fig. 9).

La photogrammétrie n'a rien de destructif, mais le temps nécessaire à la prise d'images exige la mise à nu des objets et du sujet *in situ* et l'on peut s'inquiéter sur cette potentielle prise de risques.

Les objets composites ont été recouverts de protections, chaque fois qu'il était possible, en ne dégageant qu'en tout dernier lieu les manches en os encore fixés verticalement dans le sol qui, seul, leur assurait encore un soutien « *secure* ». Ce fut la solution choisie pour différer l'exhumation et trouver un équilibre satisfaisant entre maintenir tout le

mobilier dégagé en place, sans risques (assèchement, effondrement...) et l'opportunité rare de réaliser une restitution tridimensionnelle de cette tombe remarquable.

Plus tard, lors du traitement des vases en laboratoire (fig. 10), les prélèvements pour analyses des corps gras ont mené également à des cas de conscience partagés. Nous appuyant sur le code déontologique des conservateurs-restaurateurs, nous avons opté pour des prélèvements

pour analyses de surface, uniquement sur des formes fermées et brisées, pour ne pas venir entamer les surfaces que nous étions chargées de protéger³.



Figure 10 Traitement de mise en état pour étude et conservation d'une cœnochoë à figures (Cellule conservation INRAP de Bègles – Atelier Reconstitué, Bordeaux). © M. Biron.

Nous avons dû également réfléchir aux moyens logistiques de convoier la collection une fois traitée au laboratoire de conservation vers sa région d'origine. L'anticipation des risques nous a permis de choisir des matériaux d'emballage et de conditionnement pour leurs critères de tendreté au contact direct des objets (films), d'amortissement pour les calages intermédiaires (mousses) et de rigidité pour la coque de protection exposée (*Fly case*) (**fig. 11**).



Figure 11 Un conditionnement réfléchi pour faire voyager une collection sensible et fragile. © P. Druelle.

³ En concertation avec Nicolas Garnier, le prestataire retenu pour ces analyses.

Retours sur expérience

Cette expérience nous a démontré qu'à l'image de la diversité des spécificités professionnelles présentes au sein de de l'équipe, il n'était pas simple de concilier aisément des objectifs qui apparaissaient parfois comme contradictoires. Autour du mobilier d'Aléria, un travail d'adaptation a été nécessaire pour qu'un consensus s'établisse entre la conservation et l'étude⁴.

Il est peu commun qu'un spécialiste de la conservation soit appelé à œuvrer dès le terrain, la conservation s'insérant encore dans beaucoup d'esprits comme une séquence appartenant à la post fouille, entre les murs d'un laboratoire, en extrême bout de processus. Pourtant, cette discipline s'exporte et voyage aisément avec un appui logistique et organisationnel approprié.

Entrent en jeu ici les convictions et la sensibilité des responsables scientifiques, émetteurs et récepteurs de cette initiative, face au devenir pérenne des collections archéologiques.

La conservation sous toutes ses formes, a toujours peine à s'inscrire au démarrage d'une opération, soit sous forme de consultation en amont, soit via une intégration dans l'équipe, soit par le biais d'une formation / sensibilisation courte préalable, à destination des archéologues.

À l'INRAP, les gestionnaires de collections, sensibilisés à la conservation préventive, œuvrent plutôt en aval, à l'arrivée du mobilier dans les centres archéologiques. Dans une démarche élargie à la phase terrain, ces personnes ressources seraient idéalement placées pour doter les équipes d'un « kit conservation » régulièrement réapprovisionné de produits et outillages, avant le démarrage d'un chantier. Palliatif intéressant, ces équipements restent encore insuffisamment mis en place, alors que le responsable scientifique de chaque opération archéologique (diagnostic ou fouille) nommé par arrêté préfectoral, est comptable de la sécurité des biens mobiliers archéologiques du point de vue éthique mais, surtout, légal depuis juillet 2021 (Art. R. 546-1 du 7 juillet 2021).

Quant à l'intervention du conservateur-restaurateur sur le terrain, elle lui permet de mesurer par lui-même l'environnement des collections exhumées face aux attentes du responsable d'opération et de développer aussi une certaine indulgence. En effet, la nature du sol parfois ingrat, les conditions de fouille et les difficultés d'accessibilité et de prélèvement ont un impact sur le devenir du mobilier. Et lorsque le spécialiste les prend en charge c'est parfois avec dépit qu'il se trouve face à des objets fragmentés, incomplets, consolidés de manière inappropriée. C'est donc dès le terrain, en croisant tous les aléas rencontrés, qu'il peut dispenser dans un temps imparti des conseils et gestes d'accompagnement pour limiter ces constats décevants. Il n'y a pas meilleure opportunité pour échanger directement avec tous les collègues investis dans l'opération et pour démontrer que le temps passé sur le terrain à consolider, prélever, collecter un maximum d'éléments sera largement rattrapé et récompensé par une restitution inespérée de données à l'entrée en post fouille.

La formation initiale du conservateur-restaurateur lui donne une compréhension fine de la culture matérielle sous ses multiples expressions et, en archéologie, celui-ci est rarement attaché à un seul matériau mais à plusieurs, qu'il placera tous au même niveau. Son regard transversal abolit les barrières enfermantes encore très répandues entre les autres spécialités en archéologie. Trop focalisées sur leur champ de prédilection, elles n'entrent pas dans une démarche globale ou, simplement, dans le compromis.

⁴ En suivant la voie du précurseur de la conservation préventive Gaël de Guichen, ingénieur chimiste, conservateur de la grotte de Lascaux puis conseiller du directeur général du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM).

Des spécialités bien plus récentes sont admises dans la communauté scientifique. Par exemple, celle du spécialiste des enduits peints, émergeant dans les années 1970 sous l'impulsion d'Alix Barbet sous le titre un peu pompeux de *toïchographologue*, né de ses racines grecques (*toïchos* mur, *graphein* écrire ou peindre et *logos*, discipline du savoir) qui a trouvé une adhésion récente auprès de l'Académie française, interpellée. C'est à se demander si dans l'étymologie du double vocable qualifiant le conservateur-restaurateur l'absence du suffixe « logue » ne serait pas étrangère à l'absence de reconnaissance dont souffre cette profession.

Plus sérieusement, les remarquables mobilisations et avancées de la Fédération française des conservateurs-restaurateurs (FFCR) travaillant ardemment sur le titre protégé du conservateur-restaurateur pourront, nous l'espérons, lui accorder enfin toute sa légitimité. Quel n'est pas le professionnel qui se voit demander encore et toujours tout au long de sa carrière s'il est bien agréé ou habilité ?

Associée en phase terrain à la fouille pendant un mois, nous avons pu recréer le lien entre « l'abandon » et la « renaissance » d'objets fragiles, complexes, modifiés, détériorés. Cette continuité nous a permis de suivre l'évolution de la matière, du sol jusqu'à la table d'examen où ont ensuite été posés diagnostic et pronostic, déterminant le choix des soins ou actions appropriés à engager.

Un parallèle avec la médecine, de fait, est incontournable ici pour définir ces deux termes, le diagnostic correspondant à l'identification des symptômes apparents sur un artefact à un instant donné, le pronostic évoquant son évolution vers une amélioration possible ou, au contraire une aggravation de sa condition.

Dans la démarche de conservation préventive, l'évaluation de l'état sanitaire des collections et de leur contexte permet de déduire les causes des dommages observés pour mieux développer des stratégies de préservation. Elle répertorie un large éventail de dangers supposés ou réels face auxquels elle propose une vaste panoplie d'outils méthodologiques, scientifiques et techniques pour les affronter et les contrôler (Antomarchi, Michalski, 2006).

Partant du postulat que nous étions déjà engagés dans la prévention, en poussant le curseur un peu plus loin et après avoir listé et mesuré l'ensemble des risques encourus par le mobilier (**fig. 12**) et de leur occurrence, avec une expérience plusieurs fois décennales dans ce domaine, nous sommes entrés de fait dans une démarche prédictive. Dans le champ de la conservation archéologique, le risque se définit comme l'éventualité d'une perte matérielle face à laquelle il faut tendre à maintenir intact l'objet support (matière) détenteur de toutes ses valeurs documentaires intrinsèques (historique, iconographique, stylistique, technologique, sacrée...).



Figure 12 De l'exhumation à l'exposition : un itinéraire à risques bien identifié. © P. Galibert.

En se remémorant le parcours de ce corpus unique et le nombre de professionnels impliqués, toute l'équipe a pris conscience de la multiplicité des aléas rencontrés et, notamment, lors des séquences de transport et de ses risques corollaires (manipulations, emballage, conditionnement chargements / déchargements, déplacement vers la société BCRX de tomodensitométrie à Mordelles – 35, ou le laboratoire d'analyses Nicolas Garnier à Vic le Comte – 63). La clef de la réussite dans le franchissement de ces menaces reste indéniablement la capacité à visualiser chaque étape du voyage qui les a conduits du terrain à la salle d'exposition du musée archéologique d'Aléria, rejoignant, *in fine*, les collections anciennes et apparentées déjà présentées (**fig. 13**).



Figure 13 La collection des vases issus de la tombe après traitement en laboratoire. © P.Druelle.

Conclusion

L'assistance inédite d'une conservatrice – restauratrice dès la phase de terrain, pour traiter le mobilier archéologique dans une démarche d'accompagnement conservatoire préventive, s'est avérée être un atout majeur sur le chantier de fouille préventive d'Aléria Lamaghjone.

Une fois de plus, au travers de cet exemple, il nous a semblé évident que les phases de fouille et de post fouille devraient davantage s'interpénétrer et ne plus être considérées comme deux blocs juxtaposés assumés par les opérateurs. Le suivi du mobilier et les missions du conservateur-restaurateur, s'inscrivant du terrain au centre archéologique voire au musée peuvent assurer là, précisément, le lien solide et continu faisant défaut parfois entre la phase opérationnelle et la phase d'étude.

La présence toujours trop rare de cette spécialité qui peine à être reconnue dans les chaînes opératoires, notamment de l'archéologie préventive, interroge. Se doter, de manière pérenne, des compétences d'un conservateur-restaurateur en interne est une véritable force qui ne devrait plus être à démontrer. Elle devrait au contraire faire légion au sein des institutions patrimoniales quelles qu'elles soient. Multiplier et diffuser ce standard de compétences dans chaque centre archéologique, quel que soit son statut ou sa tutelle, pourrait combler un manque qui paraît criant pour assurer véritablement la pérennité scientifique et patrimoniale du mobilier archéologique exhumé.

Références bibliographiques

- Antomarchi C., Michalski S.** (2006), « L'approche prédictive ou évaluation des risques : un outil d'aide à la décision en conservation préventive », dans ARAAFU (éd.), *L'exposition temporaire face à la conservation préventive et Constats, diagnostics, évaluations : la conservation préventive en action*, actes des X^{es} et X^{es} Journées-débats du master (ex-DESS) de conservation préventive (Paris, 3-4 juin 2004; 14-15 juin 2006), Paris, ARAAFU, (coll. CRBC-Cahiers techniques, 15), p. 51-56.
- Biron M.** (2009), « Des outils pour mieux accompagner les objets archéologiques », dans ARAAFU (éd.), *Actualité de la conservation-restauration en archéologie et recherches en cours, Bilans et retours sur expérience*, actes des XXIV^e Journées des restaurateurs en archéologie, Montigny le Bretonneux les 26 et 27 mars 2009, Paris, ARAAFU, (coll. CRBC-Cahiers techniques, 18), p. 49-53.
- Biron M., Vidal L., Seveignes L.** (2020), « De la prescription à la valorisation la conservation préventive dans la fouille de la tombe à chambre étrusque d'Aléria Lamaghjone (Haute-Corse) », *Les Nouvelles de l'archéologie*, N° 162, p. 20-25.
- Biron M., Galibert P.** (2021), *Petit manuel de conservation à l'usage des archéologues : Bon sens, bons gestes*. <hal-03369253>
- Biron M., Galibert P.** (2021) : *Abrégé de conservation à l'usage des archéologues : Bon sens, Bons gestes*. Disponible sur : <halshs-03425012>
- FFCR** (2022), *La conservation-restauration en France : un état de la question*, à propos d'un titre protégé de conservateur-restaurateur déposée à l'initiative de Raphael Gérard, communiqué de presse, 25 janvier 2022.
- Guillemard D.** (1997), « Le DESS de Conservation préventive : pour un partage des compétences L'expérience d'un enseignement pluridisciplinaire? », *Musées & collections publiques de France*, N° 217, p. 36-38.
- Jehasse J., Jehasse L.** (1973), *La Nécropole préromaine d'Aléria 1960-1968*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, (coll. Gallia Suppléments, 25), 632 p.
- Jehasse J., Jehasse L.** (2001), *Aléria. Nouvelles données de la nécropole*, Lyon, Maison de l'Orient, (coll. Travaux de la Maison de l'Orient Méditerranée), 2 vol., 397 p.-204 p.
- Maqueda M., Proust C., Touzeau J.** (2020), « La conservation-restauration au cœur de la problématique archéologique, Étudier, conserver, restaurer le mobilier archéologique », *Les Nouvelles de l'archéologie*, N° 162, p. 8-11.
- Paul M.** (2012), *L'accompagnement une posture professionnelle spécifique*, Paris, L'Harmattan, 351 p.

Les auteurs

Marina Biron Conservatrice-restauratrice en archéologie, Cellule conservation INRAP, 140 avenue Maréchal Leclerc, CS 50036 33323 Bègles Cedex, bironmarina@gmail.com

Laurent Vidal Docteur en archéologie/UMR 7268, Centre archéologique INRAP, 561 rue Etienne Lenoir, 30900 Nîmes, laurent.vidal@inrap.fr